



*COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
CHALON VAL DE BOURGOGNE*

PLAN LOCAL D'URBANISME

**Dracy-le-Fort
APPROBATION**

8.1 – Liste des servitudes d'utilité publique

Vu pour être annexé à la
délibération du Conseil
Communautaire en date de ce
jour :

Le 28 juin 2012

Le Président,

DDT 71 - ATE - AUD

1 rue Georges Feydeau - BP 20105
71321 Chalon-sur-Saône cedex

Commune de DRACY-LE-FORT

MODE D'EMPLOI

Si votre terrain est touché par une servitude d'utilité publique (cf. plan des servitudes).

- ☞ vous relevez la référence de cette servitude sur le Plan correspondant,
- ☞ vous recherchez dans les fiches ci-après, celle qui correspond à cette référence,
- ☞ cette fiche vous fournit, à titre indicatif et sous réserve de consultation du service intéressé, des indications sur cette servitude et notamment :
 - le nom officiel de la servitude,
 - la référence des textes législatifs qui a permis de l'instituer,
 - l'objet de la servitude et l'acte qui l'a institué sur le territoire concerné par le P.O.S.,
 - le service responsable de la servitude.

Les fiches sont données dans l'ordre suivant :

- AC1** - Servitude de protection des Monuments Historiques,
- I3** - Servitude relative à l'établissement des canalisations de distribution et de transport de gaz,
- I4** - Servitude relative à l'établissement des canalisations électriques,

I - NOM OFFICIEL DE LA SERVITUDE :

Servitudes de protection des monuments historiques.

II - REFERENCE DU TEXTE LEGISLATIF QUI A PERMIS DE L'INSTITUER :

Articles L 621.1 à L 621.7, L 621.25 et L 621.26 du Code du Patrimoine (Loi du 31 décembre 1913 abrogée).

III - OBJET DE LA SERVITUDE ET ACTE QUI L'A INSTITUTEE SUR LE TERRITOIRE CONCERNÉ PAR LE P.L.U. :

- Borne armoriée du XVe siècle dans la propriété de Mme Miribel, à la lisière du Bois de la Garenne (cl. M.H. : 22 janvier 1931).
- Débord du château de Germolles (commune de Mellecey) (Inv. M.H. : 12 mars 1941).
- Débord du Pont sur l'Orbise menant au château (commune de Mellecey) (Inv. M.H. : 14 septembre 1987).
- Débord du Cellier aux Moines et de son Moulin (commune de Givry) (Inv. M.H. : 15 avril 1970).

IV - SERVICE RESPONSABLE DE LA SERVITUDE :

M. le Chef du Service Départemental de l'Architecture et du Patrimoine
37, Boulevard Henri Dunant - B.P. 94029

71040 - MACON CEDEX 9

 03.85.39.95.20

I - NOM OFFICIEL DE LA SERVITUDE :

Servitudes relatives à l'établissement des canalisations de distribution et de transport de gaz.

II - RÉFÉRENCE DU TEXTE LÉGISLATIF QUI A PERMIS DE L'INSTITUER :**Textes relatifs aux servitudes**

- Loi du 15 juin 1906, article 12, modifié par la loi du 4 juillet 1935, les décrets lois du 17 juin et du 12 novembre 1938 et n° 67-885 du 6 octobre 1967.
- Article 35 de la loi n° 46.628 du 8 avril 1946 sur la nationalisation de l'électricité et du gaz, modifiée par l'ordonnance n° 58-997 du 23 octobre 1958 (article 60) relative à l'expropriation.
- Décret n° 67-886 du 6 octobre 1967 relatif aux conventions amiables, et leur conférant les mêmes effets que l'arrêté préfectoral d'approbation du tracé.
- Décret n° 70-492 du 11 juin 1970 (modifié par le décret n° 85-1109 du 15 octobre 1985) portant règlement d'administration publique pour l'application de l'article 35 modifié de la loi du 8 avril 1946 concernant la procédure de déclaration d'utilité publique des travaux d'électricité et de gaz qui ne nécessitent que l'établissement des servitudes ainsi que les conditions d'établissement des dites servitudes.
- Circulaire ministérielle 95-56 du 20 juillet 1995 relative à l'annexion au PLU des servitudes d'utilité publique.

Textes relatifs aux projets et travaux à proximité des ouvrages

- Circulaire ministérielle du 13 novembre 1985 prise pour l'application du décret 85-1108 du 15 octobre 1985, notamment en son article 35 relatif aux arrêtés préfectoraux concernant les travaux à proximité des ouvrages de transport de gaz.
- Décret 91-1147 du 14 octobre 1991 relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution, dont les modalités d'application ont été définies par l'arrêté du 16 novembre 1994.

Textes relatifs à l'urbanisation à proximité des conduites

- Décret n° 2003-944 du 3 octobre 2003 modifiant le décret n° 85-1108 du 15 octobre 1985 relatif au régime des transports de gaz combustibles par canalisation abrogeant le décret n° 64-81 du 23 janvier 1964.
- Arrêté du 4 août 2006 portant règlement de la sécurité des canalisations de transport de gaz combustibles, d'hydrocarbures liquides ou liquéfiés et de produits chimiques.
- Circulaire ministérielle du 13 novembre 1985 prise pour l'application du décret 85-1108 du 15 octobre 1985.

III - OBJET DE LA SERVITUDE ET ACTE QUI L'A INSTITUÉE SUR LE TERRITOIRE CONCERNE PAR LE PLU :

Antenne Chalon-Sud : Mercurey – Saint-Rémy – D 200 mm – PMS 67,7
déclarée d'utilité publique par arrêté ministériel du 28 juillet 1995.

Des conventions de servitudes amiables ont été signées lors de la pose de ces canalisations.

IV - SERVICES CONCERNES PAR LES SERVITUDES :

a) GRTgaz

Région Rhône Méditerranée
33, rue Pétrequin – BP 6407
69413 Lyon cedex 06

b) Ministère de l'Industrie

Direction Régionale de l'Industrie
de la Recherche et de l'Environnement

V – ETENDUE DES SERVITUDES

En domaine privé, l'implantation des ouvrages de transport de gaz est réalisée, soit dans le cadre d'un accord amiable par le biais de convention de servitudes négociées avec les propriétaires des terrains concernés, soit dans le cadre d'un arrêté préfectoral découlant de la Déclaration d'Utilité Public (DUP) de l'ouvrage,

Pour les canalisations susvisées, les conventions de servitudes entraînent en domaine privé une zone non aedificandi de :

Pour la Canalisation : MERCUREY-SAINT-REMY - Ø 800 mm
(2 mètres à gauche et 2 mètre à droite)

- où les constructions sont interdites, seules les murettes ne dépassant pas 0,40 m tant en profondeur qu'en hauteur au-dessus du sol sont autorisées.
- et où la modification du profil du terrain, les plantations d'arbres ou d'arbustes de plus de 2,70 m de hauteur et toutes façons culturales descendant à plus de 0,60 m sont interdites.

Si nos canalisations traversent des zones considérées comme espaces classés boisés, il est nécessaire de prendre en compte dans le plan de zonage du PLU, la bande de servitude dans laquelle les restrictions précédentes sont à appliquer, à savoir : les plantations d'arbres ou d'arbustes de plus de 2,70 m de hauteur et toutes façons culturales descendant à plus de 0,60 m sont interdites.

VI – CONTRAINTES D'URBANISATION A PROXIMITE DES CONDUITES

Selon l'arrêté du 4 août 2006, portant règlement de sécurité pour les canalisations de transport de gaz combustible, d'hydrocarbures liquides ou liquéfiés et de produits chimiques, la densité d'occupation et l'occupation totale autour de la canalisation sont limitées comme suit :

➤ Pour une canalisation de gaz combustible en catégorie A :

- dans un cercle centré sur la canalisation et de rayon égal à la distance des effets létaux significatifs, le nombre de logements ou de locaux correspond à une densité d'occupation inférieure à 8 personnes par hectare et à une occupation totale inférieure à 30 personnes.
- il n'y a ni logement ni local susceptible d'occupation humaine permanente à moins de 10 m de la canalisation.
- la canalisation n'est pas située dans le domaine public national, départemental, ferroviaire, fluvial ou concédé.
- la canalisation n'est pas située en unité urbaine au sens de l'INSEE et n'est située ni dans une zone U ou AU d'une commune couverte par un plan local d'urbanisme, ni dans une zone U, NA ou NB d'une commune couverte par un plan d'occupation des sols encore en vigueur, ni dans les secteurs où les constructions sont autorisées d'une commune couverte par une carte communale, ni dans les parties actuellement urbanisées d'une commune qui n'est couverte par aucun document d'urbanisme.

➤ Pour une canalisation de gaz combustible en catégorie B :

- dans un cercle centré sur la canalisation et de rayon égal à la distance des effets létaux significatifs, le nombre de logements ou de locaux correspondant à une densité d'occupation comprise entre 8 personnes par hectare et 80 personnes par hectare ou à une occupation totale comprise entre 30 personnes et 300 personnes.

➤ Pour une canalisation de gaz combustible en catégorie C :

- Ni la densité ni l'occupation totale ne sont limitées.

En outre, en application de l'article 8 de l'arrêté du 4 août 2006 et de la circulaire du 4 août 2006 sur le porter à connaissance, la proximité entre les gazoducs de transport et les ERP, IGH et INB doit se faire, en respectant les règles suivantes :

- les établissements recevant du public relevant de la 1^{ère} à la 3^{ème} catégorie, les immeubles de grande hauteur et les installations nucléaires de base ne peuvent être construits ou étendus dans la zone des premiers effets létaux.
- les établissements recevant du public susceptibles de recevoir plus de 100 personnes ne peuvent être construits ou étendus **dans la zone des effets létaux significatifs**, ci-jointes les dimensions de la zone des premiers effets létaux et la zone des effets létaux significatifs pour chaque canalisation de transports de gaz traversant la commune.

Ces zones peuvent toutefois être réduites par la mise en oeuvre de dispositions compensatoires adaptées ayant pour effet de retenir un scénario de référence réduit. Dans ce cas, et si un établissement répondant à la définition du présent alinéa est alimenté par la canalisation, les installations de cet établissement autres que les bâtiments accessibles au public peuvent être situées à l'intérieur de la zone des effets létaux résiduelle.

Ces dispositions compensatoires restent à la charge du demandeur,

Ci-après les dimensions de la zone des premiers effets létaux, de la zone des effets létaux significatifs et les contraintes associées à la canalisation de transport gaz qui concerne votre projet,

	Catégorie	Distance des effets létaux significatifs	Distance des premiers effets létaux	Contraintes d'urbanisation appliquées aux ouvrages
Antenne CHALON SUD	B	35 m	55 m	- Moins de 30 personnes ou 12 équivalent logements dans un cercle glissant de 35 m de rayon axé sur la canalisation. - Pas d'ERP 1^{ère} à 3^{ème} catégorie, IGH ou INB dans une zone de 110m axée sur la canalisation. - Pas d'ERP de plus de 100 personnes dans une zone de 70 m axée sur la canalisation.

- D'après l'arrêté du 4 août 2006, 1 logement = 2.5 personnes

De plus : aucune activité ni aucun obstacle ne doit compromettre l'intégrité de la canalisation ou s'opposer à l'accès des moyens d'intervention, dans une bande de terrain d'au moins cinq mètres de largeur,

VII – SERVICE CONCERNE PAR LES PROJETS ET TRAVAUX A PROXIMITE DES OUVRAGES**GRTgaz – Région Rhône Méditerranée**

Agence Bourgogne

17, chemin des Lentillères - BP 673

21017 DIJON Cedex**☎ 03.80.72.96.00**

Dès lors que les travaux envisagés se situent dans une zone définie par le plan déposé en mairie, le décret 91-1147 du 14 octobre 1991 fait obligation aux entrepreneurs et autres intéressés d'adresser à l'exploitant de l'ouvrage de transport de gaz naturel indiqué ci-dessus, une demande de renseignement à laquelle il devra être répondu dans le délai d'un mois, à compter de la date de réception de la demande.

Le même décret impose d'avertir au moins 10 jours francs à l'avance l'exploitant de tous travaux à proximité de nos conduites. Nous vous serions reconnaissants de le rappeler aux entreprises travaillant à proximité de nos ouvrages,

I - NOM OFFICIEL DE LA SERVITUDE :

Servitudes relatives à l'établissement des canalisations électriques.

II - RÉFÉRENCE DU TEXTE LÉGISLATIF QUI A PERMIS DE L'INSTITUER :

- Loi du 15 juin 1906 : article 12 modifié par loi du 19 juillet 1972
- Loi de finances du 13 juillet 1925 : article 298
- Loi n° 46.628 du 8 avril 1946 modifiée : article 35
- Décret du 27 décembre 1925
- Décrets du 17 juin et du 19 novembre 1938
- Décret n° 85.1109 du 15 octobre 1985.
- Décret 67.886 du 6 octobre 1967 établissent une équivalence entre l'arrêté préfectoral de mise en servitudes légales et les servitudes instituées par conventions.
- Décret n° 2004-835 du 19 août 2004 permettant l'institution de servitudes en application de l'article 12 bis de la loi du 15 juin 1906.

III - OBJET DE LA SERVITUDE ET ACTE QUI L'A INSTITUÉE SUR LE TERRITOIRE CONCERNÉ PAR LE P.L.U. :

Servitudes relatives à l'établissement des canalisations électriques, instituées par arrêté du ministre de l'Industrie du 12 janvier 1951 (JO de janvier 1951).

Servitudes d'ancrage, d'appui, de passage, d'abattage et d'élagage d'arbres, s'appliquant aux ouvrages électriques existants :

↳ Lignes H.T.B. (tension supérieure à 50 000 volts) :

- Ligne 63 kv CHALON-MOLLEPIERRE déclarée d'utilité publique en application de l'article 19 du décret 5000640 du 7 juin 1950.
- Ligne 63 kv CHALON-FONTAINES arrêté du Ministère de l'Industrie du 12 janvier 1951 (J.O. Du 18 janvier 1951).

IV - SERVICE RESPONSABLE DE LA SERVITUDE :

SNCF - Direction de l'Ingénierie
Département des Installations Fixes
De traction Electrique (IGTE)
Immeuble Eurostade Est
6, avenue F. Mitterrand
93574 – La Plaine Saint-Denis
☎ 01.42.62.06.09

V - EFFETS DE LA SERVITUDE :

A - Prerogatives de la puissance publique :

Droit pour le bénéficiaire d'établir à demeure des supports et ancrages pour conducteurs aériens d'électricité, soit à l'extérieur des murs ou façades donnant sur la voie publique, sur les toits et terrasses des bâtiments à condition qu'on puisse y accéder par l'extérieur, sous les conditions de sécurité prescrites par les règlements administratifs (servitude d'ancrage).

Droit pour le bénéficiaire de faire passer les conducteurs d'électricité au-dessus des propriétés sous les mêmes conditions que ci-dessus, peu importe que ces propriétés soient ou non closes ou bâties (servitude de surplomb).

I4 SNCF

Droit pour le bénéficiaire d'établir à demeure des canalisations souterraines ou des supports pour les conducteurs aériens sur des terrains privés non bâtis qui ne sont pas fermés de murs ou autres clôtures équivalentes (servitude d'implantation). Lorsqu'il y a application du décret du 27 décembre 1925, les supports sont placés autant que possible sur les limites des propriétés ou des cultures.

Droit pour le bénéficiaire de couper les arbres et les branches d'arbres qui, se trouvant à proximité des conducteurs aériens d'électricité gênent leur pose ou pourraient par leur mouvement ou leur chute occasionner des courts-circuits ou des avaries aux ouvrages.

B - Limitation au droit d'utiliser le sol :

1° - Obligations passives :

Obligation pour les propriétaires de réserver le libre passage et l'accès aux agents de l'entreprise exploitante pour la pose, l'entretien et la surveillance des installations. Ce droit de passage ne doit être exercé qu'en cas de nécessité et à des heures normales, sauf en cas d'urgence pour assurer la continuité du service, après en avoir prévenu les intéressés dans toute la mesure du possible et s'il est nécessaire d'accéder sur des toits ou terrasses.

2° - Droits résiduels des propriétaires :

Les propriétaires dont les immeubles sont grevés de servitudes d'appui sur les toits ou terrasses ou de servitudes d'implantation ou de surplomb conservent le droit de se clore ou de bâtir ; ils doivent toutefois, un mois avant d'entreprendre l'un de ces travaux, prévenir par lettre recommandée l'entreprise exploitante.

REMARQUES IMPORTANTES :

Conformément au décret 91-1147 du 14 octobre 1991 puis à l'arrêté du 16 novembre 1994, et en raison des dangers que représente la proximité des lignes à haute tension, tout entrepreneur désirant réaliser des travaux près d'une ligne électrique HTB devra effectuer une démarche préalable auprès du service exploitant à l'aide des documents suivants adressés à RTE-TE-EST Bourgogne : section technique, Pôle ligne :

- dans le cas d'une réalisation de travaux, Déclaration d'Intention de Commencement de Travaux (DICT) au moins 10 jours ouvrables avant l'ouverture du chantier par courrier type Cerfa n° 90 0189.

Transport électricité Est
Groupe d'exploitation transport Bourgogne
Pont Jeanne-Rose – BP 6
71210 Ecuisses
. ☎ 03.85.77.55.55

- dans le cas d'un projet, demande de renseignement (DR) ;

SNCF - Direction de l'Ingénierie
Département des Installations Fixes
De traction Electrique (IGTE)
Immeuble Eurostade Est
6, avenue F. Mitterrand
93574 – La Plaine Saint-Denis
. ☎ 01.42.62.06.09